

POLITIQUE DE CONFIDENTIALITE scpi-online

Préambule

La société FIDUCIAL CONSEIL société par actions simplifiée, au capital de 800.000 euros, dont le siège social est situé au 41, Rue du Capitaine Guynemer à Courbevoie (92400), immatriculée au Registre du commerce de Nanterre, sous le numéro 348.168.677 (ci-après désignée « FIDUCIAL CONSEIL »), édite la plateforme scpi-online, accessible depuis l'URL www.scpi-online.fr (ci-après la « Plateforme ») et est amenée à traiter vos données à caractère personnel (ci-après désignées les « Données personnelles »).

FIDUCIAL CONSEIL se conforme à l'ensemble des textes applicables en matière de protection des Données personnelles, et notamment le Règlement Général sur la Protection des Données européen entré en vigueur depuis le 25 mai 2018 (ci-après désigné la « Règlementation »).

Nous vous invitons à prendre connaissance de la présente Politique de confidentialité. Celle-ci contient l'ensemble des informations dont vous pourriez avoir besoin concernant la façon dont FIDUCIAL traite vos Données personnelles dans le respect de la Règlementation.

Les personnes visitant la Plateforme et/ou effectuant une prise de rendez-vous auprès de professionnels référencés sur Plateforme www.scpi-online.com, acceptent les termes de la présente Politique de confidentialité.

La Politique de confidentialité peut être mise à jour régulièrement notamment pour prendre en compte les évolutions législatives et réglementaires. Il est recommandé de consulter cette Politique de confidentialité régulièrement.

1. Identité du responsable de traitement

Dans le cadre de son activité de fourniture de services, FIDUCIAL CONSEIL est le responsable de traitement des Données personnelles qu'elle collecte.

En cas de besoin, le délégué à la protection des données (DPO) de FIDUCIAL CONSEIL peut être contacté à l'adresse email suivante : contact.dpo@fiducial.net

2. Objet de la Politique de confidentialité

La présente politique de confidentialité a pour objet d'indiquer aux personnes concernées par un traitement de Données personnelles effectué par FIDUCIAL CONSEIL, les conditions dans lesquelles FIDUCIAL CONSEIL met en œuvre lesdits traitements ainsi que les droits dont les personnes concernées bénéficient.

3. Personnes concernées par un traitement de Données personnelles

La présente Politique de confidentialité concerne tous les types de Données personnelles ainsi que tous les traitements auxquels elles peuvent être soumises, qu'ils soient manuels ou automatisés.

Fiducial traite des Données personnelles des personnes qui :

- Visitent la Plateforme ;
- Utilisent la Plateforme (prise de contact / rendez-vous / demande d'étude) ;
- Prennent contact avec FIDUCIAL ou une de ses sociétés pour se renseigner sur ses services par mail, via le site internet ou par téléphone.

4. Application des principes généraux de la Règlementation

L'ensemble des traitements de Données personnelles mis en œuvre par FIDUCIAL CONSEIL le sont dans le respect des principes généraux de la protection des Données personnelles établis par la Règlementation, notamment au titre de l'article 5 du RGPD.

Les Données personnelles sont collectées pour des objectifs précis et déterminés (les finalités) portés à la connaissance des personnes physiques concernées. Les Données personnelles ne sont pas utilisées pour d'autres finalités que celles déterminées initialement lors de leur collecte. Chaque traitement de Données personnelles est par ailleurs fondé sur une base légale déterminée.

Lorsque les Données personnelles sont soumises à des traitements par FIDUCIAL CONSEIL, cette dernière applique le principe de minimisation, en conformité avec la Règlementation.

5. Données personnelles traitées, finalités des traitements et durées de conservation

Personne concernée	Types de Données personnelles traitées	Finalités du traitement de Données personnelles	Base légale du traitement de Données personnelles	Durée de conservation
Visiteur de la Plateforme	Informations techniques de navigation sur la Plateforme (adresse IP, type de navigateur, système d'exploitation, ...)	Navigation et affichage optimisés sur la Plateforme, optimisation de l'expérience client globale	• Intérêt légitime de Fiducial (article 6.1.f) du RGPD	13 mois à compter de la date de dépôt du cookie
	Informations sur la navigation sur le Site internet recueillies grâce aux cookies (parcours, pages consultées, temps de visite, nombre de clics...)	Amélioration de la navigation du visiteur et analyse de ses besoins	• Recueil du consentement via la bannière cookies (article 6.1.a) du RGPD	13 mois à compter de la date de dépôt du cookie
Utilisateur de la Plateforme	Nom, prénom, adresse email, numéro de téléphone, code postal	Gestion des demandes d'information, de rendez-vous et de contact ; étude de votre situation et proposition de solutions adaptées	• Nécessaire à l'exécution des mesures précontractuelle ou du contrat (article 6.1.b) du RGPD • Intérêt légitime de Fiducial (article 6.1.f) du RGPD	3 ans à compter du dernier contact

6. Accès aux Données personnelles

Les Données personnelles traitées par FIDUCIAL CONSEIL sont accessibles par les seules personnes qui y sont expressément habilitées, pour les besoins de l'activité de FIDUCIAL CONSEIL. Les catégories de personnes ayant accès aux données sont les suivantes :

- Salariés de FIDUCIAL ayant à connaître des informations dans le cadre de leurs fonctions.

Les catégories de personnes ci-dessus sont toutes tenues contractuellement de traiter les données dans le respect de la Règlementation.

Par ailleurs, il est précisé que FIDUCIAL Conseil ne procède à aucun transfert de Données personnelles hors de l'espace économique européen. Si toutefois FIDUCIAL était amenée à procéder à un transfert de Données personnelles vers un pays hors espace économique européen ou à une organisation internationale, elle en informerait les personnes concernées et se conformerait :

- Aux articles 44, 46 et 47 du RGPD en mettant en place l'un des dispositifs suivants : a) mise en place d'un contrat conforme aux clauses contractuelles types pour le transfert de DCP vers des pays tiers en vertu du RGPD (« clauses contractuelles types »), b) mise en place de règles

internes d'entreprise contraignantes (« BCR ») ou c) tout autre dispositif de protection conforme à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel.

7. Mesures de sécurité

FIDUCIAL met en œuvre des mesures de sécurité et de protection techniques et organisationnelles des Données personnelles pour prévenir et empêcher toute altération, perte ou accès non autorisé à celles-ci.

La Plateforme et les Données personnelles que traite FIDUCIAL via celle-ci sont hébergées sur les serveurs de la SARL ALIENOR.NET dont le siège est situé 41, rue du Capitaine Guynemer - 92 400 COURBEVOIE – France.

La connexion aux serveurs est sécurisée par un protocole de chiffrement SSL et des sauvegardes régulières sont effectuées dans les règles de l'art, notamment en appliquant le principe de redondance des données.

Lorsque FIDUCIAL CONSEIL fait appel à des sous-traitants, elle s'assure que ces derniers respectent leurs obligations en matière de protection des Données personnelles, et notamment qu'ils présentent les mêmes garanties de sécurité que FIDUCIAL CONSEIL.

8. Droits des personnes concernées par des traitements de Données personnelles

8.1. Informations sur les droits des personnes

Conformément à la Réglementation en vigueur, les personnes concernées par le traitement de leurs Données personnelles disposent des droits suivants :

- Un droit d'accès aux Données personnelles que traite FIDUCIAL, et la possibilité d'en obtenir une copie ;
- Un droit de rectification des Données personnelles qui seraient inexactes et/ou incomplètes, ainsi qu'un droit d'effacement de celles-ci, si la personne concernée estime, notamment, que les informations ne sont plus nécessaires au regard de la finalité du traitement ou qu'elles ont fait l'objet d'un traitement illicite ;
- Un droit de limitation du traitement des Données personnelles, notamment si la personne concernée conteste leur exactitude ou encore estime que les Données personnelles ont fait l'objet d'un traitement illicite ;
- Un droit à la portabilité des Données personnelles permettant à la personne concernée de recevoir les données la concernant, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine, et de les transmettre à un autre responsable de traitement ;
- Un droit de retirer son consentement, à tout moment, lorsque le traitement des Données personnelles était basé sur le consentement de la personne concernée, ce, sans porter atteinte à la licéité du traitement fondé sur le consentement effectué avant le retrait de celui-ci ;
- Un droit de s'opposer, à tout moment, au traitement des Données personnelles basé sur l'intérêt légitime de FIDUCIAL.

8.2. Exercice de vos droits

Les droits mentionnés à l'article 8.1. peuvent être exercés à tout moment en adressant un courrier à l'adresse email suivante : contact.dpo@fiducial.net

L'exercice des droits des personnes sur leurs Données personnelles se fait sans frais. Toutefois, en cas de demandes manifestement infondées ou excessives, notamment en raison de leur caractère répétitif, nous pourrions exiger le paiement de frais raisonnables tenant compte des coûts administratifs supportés pour fournir les informations, procéder aux communications ou prendre les mesures demandées, ou bien refuser de donner suite à ces demandes. Par ailleurs, dans certains cas spécifiques et pour des raisons de sécurité, FIDUCIAL peut exceptionnellement demander à la personne souhaitant exercer ses droits de fournir une pièce d'identité justificative à l'appui de sa demande.

8.3. Délai de réponse

Nous nous engageons à fournir une réponse sur les mesures prises à la suite d'une demande d'exercice de droits dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, dans les délais légaux. Le délai légal en application du RGPD est de 1 (un) mois (article 12 du RGPD).

8.4. Réclamation auprès de l'autorité compétente

Toute personne concernée par le traitement de ses Données personnelles effectué par FIDUCIAL et estimant que ses droits ou les lois et règlements en vigueur n'auraient pas été respectés peut introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle compétente, à savoir la CNIL.